

Un serviteur de l'État...

vendredi 23 février 2007, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2007).

Papon est mort... Dans son lit... Dans l'aisance bourgeoise et le confort cossu qui sied tant à cette noblesse d'État si bien dénoncé par Pierre Bourdieu... Comblé d'honneurs tout au long de sa vie, avant que sa complicité dans la déportation de 1 600 Juifs bordelais ne lui impose trois petites années de détention (sur les dix qu'il devait purger) et l'indignité à jamais accolée à son nom...

Ce sinistre personnage est, à lui seul, un symbole. Celui de la continuité d'une machine administrative qui, par-delà les régimes successifs de la III^e à la V^e République, en passant par Vichy, lui aura permis d'occuper sans discontinuer les fonctions les plus prestigieuses : secrétaire général de la préfecture de Gironde ; préfet de Corse puis de Constantine ; préfet de police de Paris ; président de Sud-Aviation ; député gaulliste du Cher et maire de Saint-Amand-Montrond ; ministre du Budget du troisième gouvernement Giscard-Barre... Une carrière qui aura été jalonnée de crimes en série, de sa participation à l'entreprise d'extermination nazie sous l'Occupation, à l'assassinat de huit militants communistes au métro Charonne en 1962, en passant par sa participation à la pacification anti-indépendantiste de l'Algérie entre 1956 et 1958, ou par la répression sanglante de la manifestation des Algériens de la région parisienne, le 17 octobre 1961. Autant d'actes assumés jusqu'au bout avec cette sérénité qu'affichent en général les fonctionnaires de la terreur, en se retranchant derrière les ordres reçus.

Toujours, ces brillants états de service auront valu à Maurice Papon le soutien des élites technocratiques et de la classe dirigeante. Sans l'obstination courageuse des familles de déportés, qui durent faire face, dix-sept ans durant, à l'opposition de tous les pouvoirs - jusqu'à celui d'un François Mitterrand qui avait lui-même entamé sa carrière auprès du maréchal Pétain -, il n'eût jamais comparu devant la cour d'assises de Bordeaux. Encore bénéficia-t-il, sitôt sa condamnation prononcée, de l'étonnante mansuétude de l'administration pénitentiaire, qui le libéra dès 2002 pour raisons médicales. Donné alors pour mourant, il aura pu vivre encore près de cinq ans en exigeant sa réhabilitation ! Et sans avoir jamais eu à répondre de la totalité de ses forfaits...

P.-S.

* Rouge n° 2194 du 22 février 2007.